

Chapitre 7. Le modèle britannique et son influence

Introduction :

Si en France le pouvoir royal et l'État s'affermissent au XVII^e siècle à tel point que l'absolutisme est triomphant dans notre pays à cette époque, en Angleterre c'est, au contraire, un siècle au cours duquel le pouvoir absolu est contesté. Cette remise en cause de l'absolutisme a progressivement abouti à la mise en place de nouveaux régimes politiques en Angleterre et dans ses colonies.

→ Comment naissent en Angleterre et dans ses colonies d'Amérique de nouveaux types de régimes politiques ?

I. Les révolutions anglaises au XVII^e siècle

A. Charles I^{er} (1625-1649) et la remise en cause de l'absolutisme

Décapitation de Charles I^{er}, 30 janvier 1649.



Charles I^{er} Stuart, roi d'Angleterre, est décapité devant son palais de Whitehall, près de Westminster, le 30 janvier 1649, selon le calendrier julien en vigueur en Angleterre à cette époque (9 janvier selon le calendrier grégorien). Il a 49 ans.

Exécution du roi Charles I^{er}, Gonzalès Cocx (1628-1684), musée d'Amiens.

La Grande Charte, 15 juin 1215.

Le roi Jean sans Terre signe ce texte de 63 articles après une révolte de barons, soutenus par l'Église. Cette charte inaugure l'évolution de l'Angleterre et de l'Europe vers la démocratie parlementaire.

« Jean, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, salut. L'Église d'Angleterre sera libre et nous voulons que soit observée la liberté des élections des évêques. Nous n'établirons aucun impôt sans le consentement du Parlement du royaume (...) Et quand nous devons tenir le Parlement pour fixer un impôt, nous convoquerons les évêques, abbés et grands seigneurs par lettres, quarante jours au moins avant la tenue de l'assemblée, pour un jour fixe et pour un lieu fixe ; et dans toutes ces lettres, nous indiquerons la cause de la convocation. Aucun homme libre ne sera arrêté, emprisonné, privé de ses biens ou banni sans un jugement légal de ses pairs conformément à la loi du pays. A personne nous ne refuserons ni ne différerons le droit de justice ».

1. Identifier le personnage dont on coupe la tête. Indiquez sa fonction, son pays et sa dynastie.

2. Les causes de son exécution.

- Relevez dans le document 2, le nom et la date qui traditionnellement, depuis Jean sans Terre, limite le pouvoir du roi en Angleterre.

- D'après ce texte, quels sont les pouvoirs du Parlement anglais. Qui le compose ?

- D'après ce texte, quelles sont les interdictions faites au roi ? Précisez le sens du mot « arbitraire ».

- Maintenant, vous pouvez répondre à la question : « A votre avis pourquoi le roi Charles I^{er} a été en 1649 jugé coupable de trahison, puis décapité publiquement » (= Que n'a-t-il pas respecté) ?

L'opposition à l'absolutisme du roi Charles I^{er} qui veut gouverner seul et à sa guise est menée par le Parlement qui se sent trahi de n'être plus consulté comme cela été le cas depuis le XIII^e siècle (Grande Charte). Le conflit se transforme en guerre civile entre 1642 et 1649. 200 000 personnes sont tuées.

Après la défaite de ses armées, Charles I^{er} est capturé, jugé coupable de trahison puis décapité en 1649.

Une République est alors instaurée. Elle est dirigée d'une main de fer par Olivier Cromwell de 1649 à 1660.

Comme il a affaibli le Parlement, exerce seul la totalité des pouvoirs et est très impopulaire, à sa mort en 1660, un nouveau Parlement décide de restaurer la monarchie au profit de Charles II, le fils du roi Charles I^{er} qui a été décapité.

B. La mise en place de la monarchie parlementaire

Si Charles II apaise un temps les tensions en s'entourant d'anciens républicains et de royalistes, très vite il inquiète le Parlement en s'orientant comme son père vers des pratiques absolutistes qui enfreignent les libertés. Cet admirateur du roi Louis XIV en France rétablit en effet la censure, ne convoque plus régulièrement le Parlement et pour unifier religieusement le royaume il lutte contre toutes les religions différentes de l'anglicanisme. Pour protéger les individus des arrestations arbitraires de ce roi au pouvoir de plus en plus absolu, qui n'hésite pas à faire emprisonner les opposants à son pouvoir, le Parlement vote, en 1679, l'*Habeas corpus*

1. L'Habeas corpus de 1679, un premier pas vers la séparation des pouvoirs

La loi d'Habeas corpus, 1679

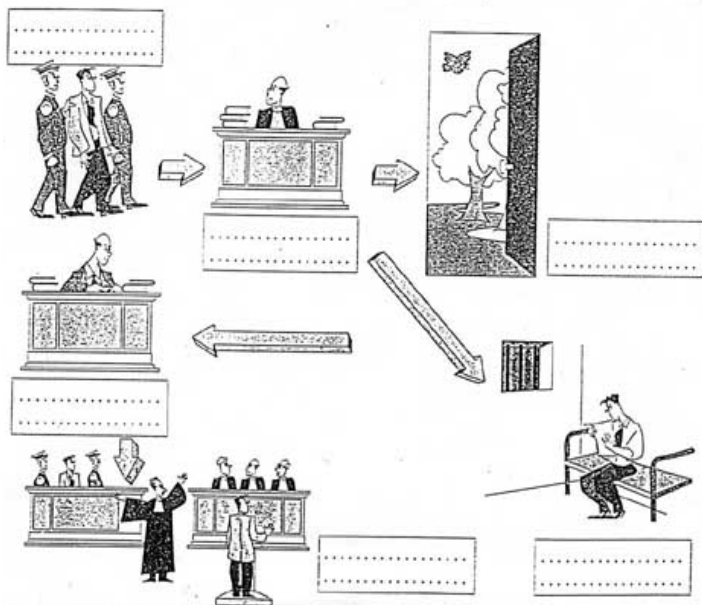
Attendu qu'il a été usé de grands retards par les shérifs¹, à envoyer les ordonnances d'habeas corpus qui leur ont été adressées, en conséquence de quoi beaucoup de sujets du roi ont été longtemps retenus en prison dans des cas où légalement ils sont libérables sous caution, pour prévenir ceci, qu'il soit édicté par Sa Très Excellente Majesté le Roi, par et avec le conseil et le consentement des Lords spirituels et temporels ainsi que des Communes en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité que chaque fois qu'une ou des personnes produira ou produiront une ordonnance d'habeas corpus adressée à un ou des shérifs, que lesdits officiers ou leurs subordonnés, dans les trois jours qui suivent la présentation de ladite ordonnance, renvoient ladite ordonnance et amènent ou fassent amener en personne l'individu en cause, devant le ou en présence du lord Chancelier² ou du lord Gardien du Grand Sceau d'Angleterre³, ou devant les juges ou barons de ladite cour d'où émane ladite ordonnance; et alors certifient les vraies causes de sa détention ou de son emprisonnement ; et sur quoi, dans les deux jours qui suivront la présentation de l'intéressé devant eux, ledit lord Chancelier, ou lord Gardien du Grand Sceau, ou juge ou baron, devra libérer ledit prisonnier de son emprisonnement, après avoir pris son engagement assorti d'une ou de plusieurs cautions, à moins qu'il n'apparaisse que l'intéressé ainsi emprisonné est détenu en vertu d'une procédure légale ».

1. représentants locaux du roi, chargés d'appliquer la loi.
2. Principal officier d'Etat du gouvernement.
3. Officier royal détenant le sceau du roi.

1, Indiquez la nature du document, sa date et les auteurs.

2, Dans quel contexte ce texte a-t-il été voté ?

3. Complétez le schéma suivant qui reconstitue la procédure d'Habeas corpus.



4. Quelles libertés le Parlement accorde-t-il aux citoyens anglais ? Quel pouvoir le roi doit-il partager s'il respecte cette loi ?

2. Le Bill of Rights (= Déclaration des droits) de 1689, le début de la monarchie parlementaire

Charles II meurt en 1685. Son frère Jacques II le remplace. Catholique dans un pays majoritairement anglican et ayant des pratiques absolutistes il est très impopulaire. Pour l'écartier le Parlement fait appel au prince protestant hollandais Guillaume d'Orange et à son épouse, Marie Stuart, la fille de Jacques II.

En 1688, Marie et Guillaume débarquent en Angleterre et marchent sur Londres provoquant la fuite de Jacques II en France : c'est la « Glorieuse Révolution ». Pour accéder au trône, ils doivent accepter en 1689, le Bill of Rights imposé par le Parlement. C'est une Déclaration des droits qui proclame et entend préserver les prérogatives du Parlement et les libertés des citoyens. Elle marque le début de la monarchie parlementaire.

Le Bill of Rights, 1689

« Lesdits Lords spirituels et temporels et les Communes, aujourd'hui assemblés en vertu de leurs lettres et élections, constituant ensemble la représentation pleine et libre de la Nation déclarent (...) pour assurer leurs anciens droits et libertés :

1. Que le prétendu pouvoir de l'autorité royale de suspendre les lois ou l'exécution des lois sans le consentement du Parlement est illégal ; (...)
4. Qu'une levée d'argent pour la Couronne ou à son usage, sous prétexte de prérogative, sans le consentement du Parlement (...) est illégale ;
5. Que c'est un droit des sujets de présenter des pétitions au Roi et que tous emprisonnements et poursuites à raison de ces pétitionnements sont illégaux ;
6. Que la levée et l'entretien d'une armée dans le royaume, en temps de paix, sans le consentement du Parlement, est contraire à la loi ; (...)
8. Que la liberté de parole, ni celle des débats ou procédures dans le sein du Parlement, ne peut être entravée ou mise en discussion en aucune Cour ou lieu quelconque autre que le Parlement lui-même ;
9. Que les élections des membres du Parlement doivent être libres ;
10. Qu'il ne peut être exigé de cautions, ni imposé d'amendes excessives, ni infligé de peines cruelles et inusitées ;
13. Qu'enfin pour remédier à tous les abus, (...) le Parlement doit être fréquemment réuni.

1. Présenter le document en indiquant sa nature, son auteur, sa date et son sujet.

2. Désormais le roi partage ses pouvoirs avec le Parlement. Soulignez dans le texte les phrases qui évoquent :

- le pouvoir législatif, en vert.
- le pouvoir exécutif (ici militaire), en rouge.

Des droits et libertés sont reconnus. Soulignez les phrases qui évoquent :

- les libertés individuelles, en bleu.
- les libertés politiques, en noir (jaune).

3. Trouvez le nom d'un régime où le roi partage son pouvoir avec le Parlement. Quels sont les principes d'un tel régime ?

Les successeurs de Marie et de Guillaume d'Orange respectent aussi la « Déclaration des Droits ». La monarchie parlementaire a donc triomphé définitivement en Angleterre, où les libertés individuelles progressent. La monarchie parlementaire anglaise devient ainsi un modèle pour tous ceux qui veulent la fin de l'absolutisme en Europe.

C. L'influence des idées anglaises sur les philosophes des Lumières

Les philosophes des Lumières sont des penseurs qui ont voulu « éclairer » par leurs connaissances les esprits des populations du XVIII^e siècle pour améliorer leur vie et les rendre plus heureux.

En France ces philosophes apprécient beaucoup les changements politiques qui ont eu lieu en Grande-Bretagne. C'est le cas notamment du philosophe français Voltaire qui après un séjour à la prison de la Bastille a été exilé en Grande-Bretagne de 1726 à 1728. Il a été enchanté par ce qu'il découvre et il est devenu le principal ambassadeur des idées et de la monarchie parlementaire anglaise auprès des Lumières. L'anglomanie se développe dans la France des Lumières.

Anglomanie : attrait pour les libertés et plus généralement la culture et la science anglaise au XVIII^e siècle.

Voltaire présente la liberté anglaise.

Il n'existe pas d'autre régime parlementaire en 1734. Les autres États sont soit des monarchies absolues soit des républiques.

La nation anglaise est la seule de la Terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui d'efforts en efforts ait enfin établi ce gouvernement sage, où le prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal, où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion.

La Chambre des Pairs et celle des Communes sont les arbitres de la nation, le roi est le sur-arbitre. Cette balance manquait aux Romains, les grands et le peuple étaient toujours en division à Rome, sans qu'il y ait un pouvoir mitoyen qui put les accorder.

[...] Il en a coûté sans doute pour établir la liberté en Angleterre; c'est dans des mers de sang qu'on a noyé l'idole du pouvoir despotique; mais les Anglais ne croient pas avoir acheté trop cher de bonnes lois! Les autres nations n'ont pas eu moins de troubles, n'ont pas versé moins de sang qu'eux; mais ce sang qu'elles ont répandu pour la cause de leur liberté n'a fait que cimenter leur servitude [...]

Les Français pensent que le gouvernement de cette île est plus orageux que la mer qui l'environne, et cela est vrai; mais c'est quand le roi commence la tempête, c'est quand il veut se rendre le maître du vaisseau dont il n'est que le premier pilote.

Voltaire, *Lettres philosophiques*, VIII, 1734.

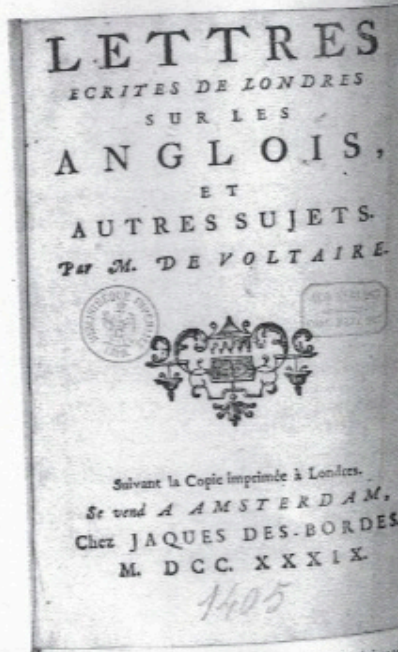
Métaphore qui dénonce l'absolutisme et décrit le partage des pouvoirs comme nécessaire.

Le pouvoir du roi est limité depuis 1689 par le *Bill of Rights*.

Les membres de la Chambre des communes sont élus.

Référence à la guerre civile (1642-1649) et à la guerre entre Jacques II et Guillaume d'Orange (1688-1690).

Le pouvoir absolu d'un souverain qui règne sans partage. Voltaire critique ici le pouvoir de Louis XV.



Frontispice des *Lettres philosophiques*, édition de 1734.

1. Expliquez ce que Voltaire apprécie dans la monarchie parlementaire anglaise.
2. Pourquoi ce régime politique lui semble-t-il idéal ?
3. Dans quel livre publie-t-il ces observations sur le modèle anglais ? Quand ?
4. Pourquoi ce texte de Voltaire a-t-il été mal reçu par le pouvoir royal en France ?

Montesquieu présente la séparation des pouvoirs

C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. (...) Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. (...)

Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoir (...).

Lorsque dans la même personne (...), la puissance législative est réunie à la puissance exécutive, il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement.

Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire : car le juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutive, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur.

Tout serait perdu si les mêmes hommes (...) exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter des résolutions publiques, et celui de juger les crimes et les différends des particuliers.

Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748.

Le philosophe Charles de Montesquieu, qui a séjourné à Londres vers 1730, partage le même engouement que Voltaire pour le modèle politique anglais. Dans son livre « De l'esprit des lois », dans lequel il décrit la diversité des régimes politiques en Europe, il fait l'éloge de la monarchie parlementaire anglaise.

1. En quelques lignes indiquez pourquoi la séparation des pouvoirs est selon Montesquieu le meilleur rempart contre la tyrannie.
2. Quel régime politique est donc remis en cause ?
3. Quel(s) régime(s) politique(s) sont donc conseillés au peuple ?

La monarchie parlementaire anglaise, les libertés plus grandes qu'elle donne au peuple et sa séparation des pouvoirs